

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMONDIS DD

3 rue du Bois d'Aumont
ZI Warluis - BP60505
60000 Beauvais

Références : IC-R/243/25-SLT/MC
Code AIOT : 0005106749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement REMONDIS DD implanté 3, rue du Bois d'Aumont 60000 Allonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS DD
- 3, rue du Bois d'Aumont 60000 Allonne
- Code AIOT : 0005106749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REMONDIS DD exploite sur les communes d'Allonne et de Warluis des installations de regroupement, transit et tri de déchets non dangereux et une déchetterie à l'usage des professionnels.

Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 27/10/2010 et complétées par l'arrêté préfectoral du 18/04/2024.

Le site était jusqu'en 2019 exploité par la société DECAMP-DUBOS. Suite à la mise en liquidation judiciaire de cette dernière, la société REMONDIS DD a été autorisée à reprendre l'exploitation des activités par arrêté préfectoral du 12/09/2019.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 7.4.3 et 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités portant sur les moyens de lutte contre l'incendie (système d'extinction automatique et désenfumage).

Il est donc proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure la société REMONDIS DD de corriger ces non-conformités.

Par ailleurs, il est attendu de la part de l'exploitant des éléments complémentaires concernant le débit en eau présent au niveau des bornes incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient

la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks au 16/05/25.

Le document présente pour chaque rubrique ICPE la typologie de déchets, les quantités présentes et la localisation sur le site.

Le tableau ci-dessous synthétise les quantités autorisées par l'arrêté complémentaire du 18/04/24 et les quantités stockées sur le site pour chaque rubrique.

Rubrique	APC du 18/04/24	Quantités stockées au 16/05/25
2710	10 t	62.5 m ³
2718	20 t	0
2711	2500 m ³	820 m ³
2713	4500 m ²	111 m ³
2714	9000 m ³	7467 m ³
2716	1700 m ³	1 benne de 30 m ³
2517	70000 m ³	126 m ³
2715	300 m ³	125 m ³

Les quantités stockées sur le site sont inférieures aux quantités autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 7.4.3 et 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 7.4.3 :

Le site est doté :

- d'extincteurs en nombre suffisant ;
- de 4 bornes à incendie. Ces bornes sont branchées sur une cuve de réserve de 480 m³. Le débit horaire des 4 poteaux est a minima de 240 m³/h en fonctionnement simultané ;
- d'un réseau d'extinction automatique soutenu par un groupe électrogène. Les réseau est alimenté par une cuve aérienne de 575 m³ dont 563 m³ destinés au réseau sprinkler et 12 m³ destinés aux RIA ;
- de robinets d'incendie armés (RIA) raccordés sur la cuve de réserve précitée de 575 m³ ;
- de trappes de désenfumage en toiture au niveau du hall de tri principal et du hall secondaire. Ces trappes permettent l'ouverture de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (exutoires de fumées). De tels dispositifs sont installés au niveau des ateliers où des risques d'incendie ont été identifiés. La surface des dispositifs occupe, a minima, une surface de 1/100^e de la surface au sol. L'exploitant devra pouvoir justifier à l'inspection des installations classées du respect de cette surface.

Ces équipements font l'objet d'une maintenance périodique. Ces opérations de maintenances sont enregistrées dans un registre prévu à cet effet.

Le site est également doté de kits d'absorption et de dépollution adaptés aux fluides présents disponibles en différents points de l'établissement et permettant de réagir en cas de pollution accidentelle.

Article 7.4.2 :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

- Extincteurs

L'exploitant a présenté le rapport de vérification du 21/03/25 réalisé par la société FRANCE EXTINCTEURS. L'ensemble des extincteurs est en bon état de fonctionnement.

- Bornes incendie

Le site comporte 4 bornes incendie alimentées par 2 cuves internes de 555 et 619 m³ (réserves communes aux bornes incendie, sprinklage et RIA). L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des débits réalisé par la société SMS le 08/04/24. Les débits individuels mesurés sont compris entre 220 et 240 m³/h. Une mesure en simultanée est réalisée avec 2 poteau ouverts. Toutefois, le résultat n'est mesuré qu'au niveau d'un seul poteau. Le respect de la prescription ne peut donc pas être établi.

- Réseau d'extinction automatique

L'exploitant a présenté le dernier contrôle semestriel Q1 réalisé par la société SMS le 06/02/25. Le rapport conclut sur un risque de mise en échec de l'installation. Ce risque de mise en échec est issu de l'absence du DOE de l'installation et par conséquent de la justification du bon

dimensionnement de l'installation.

L'exploitant indique ne pas avoir pu se procurer le document attendu auprès du prestataire ayant réalisé l'installation (pour rappel la société REMONDIS DD a repris l'activité du site suite à la liquidation de la société DECAMP DUBOS).

Non-conformité : l'installation d'extinction automatique présente un risque de mise en échec.

- RIA

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé par la société SMS le 09/04/2024. Les RIA sont en bon état de fonctionnement.

- Désenfumage

L'exploitant a présenté le rapport de vérification du 03/02/25 par la société SMS. Le rapport fait état d'observations à lever. L'inspection n'a pas porté sur le contrôle de la surface concernée par le désenfumage.

Non-conformité : le système de désenfumage n'est pas maintenu en bon état de fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de transmettre une mesure du débit en eau en simultané sur 2 poteaux. La mesure doit être réalisée sur chacun des poteaux ouverts afin de justifier l'atteinte du débit minimal de 240 m³/h.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en œuvre sous un délai de 3 mois, les actions correctives permettant de lever le risque de mise en échec relevé dans le rapport Q1.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en œuvre sous un délai de 3 mois, les actions correctives permettant de lever les observations formulées sur le système de désenfumage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs,

<p>la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de défense contre l'incendie réalisé pour son site et mis à jour au 21/05/2024.</p> <p>Le plan présenté comporte l'ensemble des items définis dans la prescription.</p> <p>L'exploitant précise que le plan de défense est en cours de finalisation avant transmission au SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>